



Communiqué de presse

Jeudi 17 mars 2023

Olivier Capitanio supprime sa subvention à la CNL du Val-de-Marne !

Après les syndicats en 2021, la Ligue des Droits de l'Homme en 2022, c'est au tour de la CNL de subir les décisions politiques du nouvel exécutif du Département du Val-de-Marne. Son président, Olivier Capitanio, refuse de présenter notre demande de subvention pour l'année 2023 afin de nous punir de notre campagne contre les maires hors-la-loi de la loi SRU. Cette campagne, sous forme d'affiches provocantes sans être outrancières, réaffirme que les maires qui ne respectent pas l'article 55 de la loi SRU sont hors-la-loi comme le serait n'importe quelle personne refusant de payer son loyer.

C'est bien une décision politique !

Notre campagne de défense du logement social et des habitants est un prétexte pour le nouvel exécutif pour s'attaquer au bon fonctionnement de notre association. Celle-ci défend, au quotidien, les habitants locataires et consommateurs, face à leurs problèmes de loyers, de charges et de pouvoir d'achat dans un contexte économique tendu.

Alors que le département compte près de 93 000 demandeurs de logements, près de 7 000 logements sont seulement attribués chaque année et la construction de logements sociaux est en baisse au contraire des projets immobiliers privés et de grand standing que nous pouvons croiser dans certaines de ces villes. Les "contraintes foncières" exprimées par certains maires cachent mal leur volonté politique de ne pas construire du logement social décent pour toutes et tous.

Au-delà du respect de la loi SRU, que 22 maires du département, soutenus par leur président, ont encore contesté auprès du ministère il y a quelques jours, c'est toute une politique du logement social qui est remise en cause depuis 2021. Rappelons que les maires-bâtitisseurs, qui logent les demandeurs de logement des villes hors-la-loi, ne sont plus financés par le Département.

Le logement est pourtant la première préoccupation des habitants. Défendre les locataires, c'est défendre l'accès au logement social sur l'ensemble du département, pour toutes et tous.

Nous condamnons fermement cette décision, qui peut entraîner la remise en cause de plusieurs emplois, et demandons l'examen de notre demande de subvention.

La Fédération CNL du Val-de-Marne appelle à un rassemblement de soutien devant le Conseil départemental du Val-de-Marne, lundi 20 mars, de 13H30 à 16H00, au moment de l'examen du budget par le conseil.

Fédération C.N.L. du Val-de-Marne

Contact presse

CNL 94 01 43 91 11 11 / cnl.94@wanadoo.fr – #cnlvaldemarne

Alain Gaulon, président 06 13 23 40 81